Mon quotidien, c'est la lutte contre le sida

par Augustin Dokla

- VIH/Sida - PVVIH -

TOGO : "Mon quotidien, c'est la lutte contre le sida"



Augustin a su qu'il était infecté en 1994. Il a aussitôt arrêté ses études pour se consacrer à la lutte contre l'épidémie.

LOMÉ, le 18 mars (IRIN) - Depuis qu'il a appris sa séropositivité il y a dix ans, Augustin Dokla se bat sur tous les fronts de l'épidémie. Aujourd'hui, il tente de mobiliser son pays contre la décision de l'Inde de limiter la commercialisation d'antirétroviraux génériques vers les pays en développement.

"Mon quotidien, c'est la lutte contre le sida", affirme ce jeune homme dynamique. Augustin Dokla est le président de RAS+ Togo, un réseau de dix associations de personnes vivant avec le VIH, créé en 2001. Chaque association serait composée de 150 à 1 500 membres.

"Je connais mon statut sérologique depuis la classe de 3ème", raconte Dokla, aujourd'hui âgé de 33 ans. Dès qu'il a su qu'il était infecté, en 1994, il a arrêté ses études pour se consacrer à la lutte contre l'épidémie.

"J'ai eu de la chance car je n'ai fait pas fait l'objet de rejet ou de stigmatisation, ni dans ma famille ni dans mon pays", dit Dokla, qui ajoute, pensif : "Sinon une fois... en France, mais je préfère ne plus en parler."

"Je vis positivement mon état", affirme t-il. "Mais dans mon pays, beaucoup de séropositifs n'ont pas cette chance."

Dans certaines entreprises, déplore-t-il, "des personnes ont été licenciées à cause de leur statut sérologique. Cela a été fait sous forme déguisée mais nos investigations nous ont permis de savoir que c'est le statut sérologique qui a été la cause du renvoi de l'employé", affirme Dokla.

L'Inde, un fournisseur de poids

Depuis plusieurs semaines, Dokla et les membres de son réseau consacrent leur énergie à un nouveau combat : mobiliser l'opinion publique et les autorités togolaises autour de la récente décision de l'Inde de limiter l'accès aux antirétroviraux (ARV) génériques largement utilisés par les populations vivant avec le sida en Afrique.

L'Inde, grand producteur et exportateur d'ARV génériques vers les pays en développement, a voté un amendement en décembre qui vise à restreindre la production et la commercialisation de tels médicaments. Les députés indiens, s'ils adoptent cet amendement, mettront la quatrième industrie pharmaceutique du monde en règle avec les principes de l'Organisation mondiale du commerce.

Or selon les activistes de la lutte contre le sida, 50 pour cent des séropositifs indiens et 30 pour cent des séropositifs africains utilisent des ARV génériques, donc moins chers, produits et commercialisés par l'Inde.

Dokla et les membres de RAS + Togo avaient prévu d'organiser un sit-in jeudi dernier devant l'ambassade de l'Inde à Lomé pour dénoncer la décision du gouvernement indien. Mais la manifestation n'a pas pu avoir lieu faute d'autorisation du ministère de l'Intérieur, à trois jours de l'enterrement de l'ancien président Gnassingbe Eyadema.

"L'attitude du gouvernement indien est synonyme de mort assurée pour tous ceux qui ont retrouvé l'espoir avec l'apparition des génériques", dit Dokla dans un excès de colère mal contenu. "Nous ne pouvons pas accepter, nous ne pouvons pas tolérer cet exercice mercantile du gouvernement indien, qui joue avec la vie des gens".

L'Inde et la Thaïlande sont les deux principaux fournisseurs du Togo en ARV génériques, selon Dokla.

Seules 2 500 personnes bénéficient actuellement de traitements ARV au Togo sur les 15 000 personnes qui en auraient besoin, dit-il. Le problème n'est pas la disponibilité des médicaments, estime le président de RAS +, mais plutôt l'argent pour les payer.

Selon les statistiques nationales, le taux de prévalence parmi la population adulte était de six pour cent en 2001, ce qui place le Togo au troisième rang des pays les plus touchés d'Afrique de l'Ouest, après la Côte d'Ivoire et le Liberia.

Des ARV toujours trop chers

"La situation est alarmante car même si les prix ont baissé, le prix des ARV est toujours hors de portée de la bourse du togolais moyen. Beaucoup de personnes infectées sont incapables de se prendre en charge", dit Dokla d'une voix triste.

Dans le meilleur des cas, le traitement revient à 13 500 francs CFA (26 dollars) par mois et par malade, indique Dokla. "Compte tenu des prix d'il y a quatre ans, c'est très acceptable et beaucoup de malades ont vu leur espérance de vie se prolonger."

La plupart des malades des pays du sud sont dépendants des ARV génériques, rappelle Dokla. "Certains d'entre nous suivent des traitements depuis 10 ans et nous devons continuer".

Dokla vit sous ARV depuis plusieurs années. Il estime avoir eu de la chance car des amis en Europe ont pu l'aider à se procurer ses premiers antirétroviraux, jusqu'à ce que le Togo puisse à son tour disposer de molécules génériques.

Le nouveau combat de ce jeune homme débordant d'énergie est pour lui essentiel.

"La santé publique va être touchée par la décision de l'Inde et nos efforts en matière de prévention seront réduits à néant car les gens ne voudront plus aller faire les tests de dépistage", prévient l'activiste.

D'autre part, a estimé Dokla, de nombreuses personnes infectées risquent d'avoir recours à des tradithérapeutes par manque de moyens. Dokla dit s'en méfier et les combattre.

"La prétention de certains tradithérapeutes de guérir le sida est terrifiante, je n'hésite pas à les dénoncer dès que l'occasion m'est donnée", s'est insurgé l'activiste. "Ils profitent de la vulnérabilité de mes pairs qui, malgré nos conseils, s'entêtent à aller les voir et finissent par mourir."

Sans se cacher, Dokla continue son combat. "Je n'hésite pas à parler à visage découvert, je pense que nous n'avons pas besoin d'aller chercher des exemples à l'extérieur pour témoigner des ravages du sida", a dit Dokla.

"Je m'applique à faire en sorte que le message de prévention passe. Il y a beaucoup de personnes dans mon cas car il n'existe aucune famille au Togo qui ne soit touchée d'une manière ou d'une autre par le VIH".

Pourtant, il se dit prêt à fonder une famille. "Je souhaite me marier comme tous les hommes", confie-t-il. "Beaucoup de personnes séropositives se sont mariées, elles vivent une vie de couple normale et ont eu des enfants sains".

Mais rien de tout cela ne sera possible si les personnes infectées par le VIH au Togo ne peuvent acheter de traitement ARV.

"Le temps presse car les députés indiens ont inscrit cette réforme suicidaire à l'ordre du jour de la session parlementaire de février à fin mars", a rappelé Dokla. "Nous espérons que les autorités nous donnerons très bientôt l'autorisation de faire le sit-in".

"Nous ne sommes pas les seuls à nous élever contre la décision de l'Inde", a affirmé Dokla avec un air déterminé. "Dans d'autres pays comme le Burkina ou le Niger, des personnes ont marché dans les rues, des pétitions ont été signées. C'est dire que nous sommes tous mobilisés pour que les personnes qui vivent avec le VIH aient un avenir meilleur". _